

Unité départementale du Littoral
Rue du pont de Pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 01/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UNEAL

1 rue Marcel Leblanc
BP 50 159
62223 Saint-Laurent-Blangy

Références : -
Code AIOT : 0007002386

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2024 dans l'établissement UNEAL implanté Rue de Paris 62170 Écuire. L'inspection a été annoncée le 22/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNEAL
- Rue de Paris 62170 Écuire
- Code AIOT : 0007002386
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société UNEAL exerce à Écuire des activités de :

- stockage de céréales : 30 530 m³ (silo plat) répartis dans 20 cellules de capacités allant de 105 à 13 000 m³ ;

- stockage de 2 000 t d'engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium (teneur en azote due au nitrate d'ammonium inférieure à 28 %).

Le silo se trouve en campagne. L'habitation la plus proche est à 84 m de la limite de propriété.

Le fonctionnement de cet établissement est régi par un arrêté préfectoral d'autorisation du 11/10/2016.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Apmd du 20/09/2023	AP de Mise en Demeure du 20/09/2023, article 1	Sans objet
2	Apmd du 20/09/2023	AP de Mise en Demeure du 20/09/2023, article 1	Sans objet
3	Apmd du 20/09/2023	AP de Mise en Demeure du 20/09/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier que l'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 20/09/2023. L'inspection propose à Monsieur le préfet de l'abroger.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Apmd du 20/09/2023

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/09/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : La société UNEAL exploitant une installation de Stockage d'engrais et de céréales sise Chemin rural N°2 62170 Ecuire sur la commune de Ecuire est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 16-1 et 23 de l'arrêté préfectoral du 11/10/2016 et de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 dans un délai de 3 mois en disposant d'un aspirateur présentant toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.
Constats : L'exploitant dispose d'une centrale d'aspiration. L'aspirateur est positionné hors zone ATEX. Le constructeur de l'aspirateur a attesté que celui-ci dispose d'un indice de protection IP 55 et d'un filtre antistatique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Apmd du 20/09/2023

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/09/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société UNEAL exploitant une installation de Stockage d'engrais et de céréales sise Chemin rural N°2 62170 Ecuire sur la commune de Ecuire est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 16-1 et 23 de l'arrêté préfectoral du 11/10/2016 et de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 dans un délai de 3 mois en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifiant de la mise en conformité des écarts relevés lors du contrôle des installations électriques du 13/04/23 ; -mettant en conformité ses équipements électriques dans les zones recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 ; - Justifiant que les moteurs remplacés depuis le 11/10/2017 le soient par des moteurs dont l'indice de protection est à minima IP 6X ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les factures des équipements électriques remplacés ou réparés. Le rapport des vérifications électriques 2024, conclut que les installations électriques ne présentent pas de risque d'explosion ou d'incendie. L'exploitant a intégré à sa GMAO que le remplacement des moteurs usagés soit réalisé par des moteurs dont l'indice de protection est a minima IP 6X. L'exploitant a déclaré ne pas avoir remplacé de moteur depuis le 11/10/2017.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Apmd du 20/09/2023

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/09/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Colonne sèche
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société UNEAL exploitant une installation de Stockage d'engrais et de céréales sise Chemin rural N°2 62170 Ecuire sur la commune de Ecuire est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 16-1 et 23 de l'arrêté préfectoral du 11/10/2016 et de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 dans un délai de 3 mois en en repérant la colonne sèche de la tour de manutention du silo.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un affichage permettant de repérer la colonne sèche.</p>
Type de suites proposées : Sans suite